

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21647 - 80ÈME ANNÉE

180 LITRES D'EAU POTABLE PAR JOUR ET PAR HABITANT : LA RÉUNION VA DROIT DANS LE MUR



La crise climatique réduit la disponibilité d'une ressource essentielle à la vie. Pourtant à La Réunion, l'eau continue d'être gaspillée au rythme de 180 litres d'eau potable par jour et par personne, soit l'équivalent de 9 bidons de 20 kilos d'eau pour satisfaire les besoins journaliers d'une personne. Avec les fuites dans les tuyaux, le système importé produit 250 litres d'eau potable par jour pour satisfaire aux besoins d'une personne.

Pourtant, 2 litres d'eau potable par jour suffisent. Le complément peut être apporté par la récupération de l'eau de pluie notamment. Mais le retour à la sobriété ne fera pas les affaires des sociétés, notamment françaises, qui contrôlent la production d'eau potable et le traitement de l'eau potable qui a servi à évacuer les déchets notamment.

La crise est pourtant déjà là. Depuis vendredi, l'eau est coupée 7 heures par jours à Salazie par manque de ressource, alors que cette région est une des plus

arrosées de l'île. Il importe de remettre en cause ce système importé au plus vite avant que naissent des conflits entre les différents usagers de l'eau.

À La Réunion, l'Est de l'île était traditionnellement le château d'eau du pays. Des pluies très fréquentes et abondantes étaient la norme, en particulier en altitude. Mais depuis ce 13 septembre, la société française distribuant l'eau à Salazie annonce des coupures d'eau quotidiennes et pour plusieurs semaines : entre 22 heures et 5 heures du matin, soit 7 heures par jour. En dehors des coupures, le débit habituel ne sera pas garanti. Salazie est pourtant historiquement une des zones les plus arrosées du pays.

Mais au cours de ces dernières années, le climat a changé à La Réunion. La sécheresse s'est installée et l'Est de l'île ne reçoit plus autant d'eau de pluie qu'avant. Pendant ce temps, la population de La Réunion continue d'augmenter, et la consommation en eau suit la même tendance. Cela est favorisé par l'importation à La Réunion du système français de distribution et d'assainissement de l'eau. Cette importation est source d'importants profits pour les sociétés, notamment françaises, qui se partagent ce qui est considéré comme un marché.

En quelques décennies, La Réunion est passée d'un modèle de sobriété à un modèle de gaspillage de l'eau, ressource pourtant essentielle à la vie.

Conséquence de l'importation du système français

Conséquence de l'importation du système français : l'eau potable n'est plus utilisée uniquement pour boire, elle sert à tous les usages : évacuation des excréments, nettoyage des sols, lavage des voitures, arrosage des jardins, nettoyage des cours et des trottoirs, remplissage des piscines... Avant d'arriver au robinet, l'eau est rendue potable dans une usine. Entre l'usine et le robinet, ce sont souvent plusieurs kilomètres de tuyaux. Au moins 30 % de l'eau se perd dans ces tuyaux. Si cela se passait dans un pays voisin de La Réunion, certains n'hésiteraient pas à parler de branchements pirates ou de détournement de l'eau. Mais la réalité est la suivante : un tel réseau est difficile à entretenir, et les fuites compliquées à colmater. L'eau perdue dans les tuyaux est malgré tout facturée aux consommateurs. Le consommateur paie donc l'eau potable mais aussi le traitement de cette eau potable qui n'a servi qu'une fois. Il finance les stations d'épuration qui filtrent les eaux utilisées avant de les rejeter à la mer.

L'importation du système français a conduit à l'installation de plusieurs points d'eau potable dans une maison ou appartement, y compris dans des jardins ou des cours d'immeuble. Cette facilité d'utilisation ouvre la porte à tous les gaspillages. Et cela d'autant plus qu'à La Réunion, le climat est plus chaud qu'en France. Le système importé génère donc mécaniquement une consommation plus importante que dans son pays d'origine.

L'équivalent de 36 bidons de 20 kilos d'eau tous les jours pour une famille de 4 personnes

En moyenne, la consommation quotidienne à La Réunion est estimée à 180 litres d'eau potable par personne. En tenant compte de la perte dans les tuyaux, les besoins créés par le système importé amènent à produire environ 250 litres d'eau potable par jour et

et par personne. C'est sans doute un record en Afrique. Il faut imaginer que ces 180 litres d'eau représentent 9 bidons de 20 kilos d'eau pour une personne tous les jours. Pour une famille de 4 personnes, ce serait 36 bidons de 20 kilos qu'il faudrait porter tous les jours. Ceci donne une idée de l'ampleur du gaspillage.

En effet, les besoins journaliers pour un être humain sont estimés à 2 litres par personnes. Les 178 autres litres sont donc du gaspillage. Mais c'est ce gaspillage qui est le fonds de commerce des entreprises, notamment françaises, qui contrôlent la distribution et le traitement de l'eau à La Réunion.

Possible d'agir avant la naissance de conflits entre usagers

La Réunion est pourtant un des pays qui est propriétaire de records du monde de pluviométrie. Mais l'eau gratuite tombée du ciel ruisselle sur les parkings, les routes et n'est quasiment pas récupérée.

L'eau de pluie peut pourtant servir à tous les usages sauf la boisson. Elle peut aussi être utilisée pour la cuisine à condition d'être bouillie.

Aux Comores, l'eau qui ruisselle sur les toits est stockée dans une citerne sous la maison. Ainsi, il suffit de soulever un couvercle dans le sol pour disposer gratuitement de l'eau nécessaire à tout sauf à la boisson. C'est comme un puits juste sous la maison.

A l'échelle de notre pays, la construction de retenue collinaires en altitude est une solution proposée de longue date par le PCR. Ce sont des volumes considérables d'eau gratuite qui pourront ainsi être utilisés pour l'agriculture et tous les autres usages sauf la boisson. Cette eau ne constituera pas une ponction sur la ressource actuelle, ce sera du bonus.

Ces deux exemples nécessitent des

investissements bien inférieurs aux plus de 500 millions d'euros que devront verser les contribuables de La Réunion et d'autres pays en quelques années aux sociétés exploitant les réseaux d'eau pour construire de nouvelles usines de potabilisation et stations d'épuration, réhabiliter les anciennes et les tuyaux d'eau percés. Ils montrent qu'il est possible de remettre en cause le système importé. Le risque de conflits entre les usagers d'une ressource devenue plus rare amène à agir.

M.M.

LES OUTRE-MER SOUHAITENT UN NOUVEAU MINISTRE À LA HAUTEUR DE L'URGENCE

Avant l'annonce du gouvernement de Michel Barnier et l'arrivée d'un éventuel septième ministre des Outre-mer en près de 2 ans et demi, les élus plaident pour un ministre à la hauteur de l'urgence.

Depuis 2017 et l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, six ministres et ministres délégués des Outre-mer se sont succédés. *"Monsieur le Premier ministre par le passé, vous avez eu l'occasion de dire que l'Outre-mer, ce cœur battant de la France mérite une attention particulière"*, l'ont interpellé le député socialiste de Guadeloupe, Elie Califer, dans un courrier daté du 9 septembre.

Ce dernier y alerte sur *"l'urgence singulière"* des Outre-mer, souvent isolés et travaillés par une remise en question de la tutelle de la France. Les Outre-mer possèdent des spécificités devant être prises en considération, afin d'assurer un développement pérenne de chaque territoire. D'ailleurs, ils font *"de notre pays la deuxième puissance maritime mondiale"*, *"mérite notre attention"* d'autant plus que les difficultés ultramarines *"ne cessent de s'amplifier"*, de la relance économique à *"l'insuffisance des infrastructures sanitaires"* qui sont autant de sujets *"sous-estimés ces dernières années"*, a ajouté le député socialiste.

En Martinique, la vie chère est au cœur de nombreuses manifestations. Quinze ans après une grève générale sur ce thème, qui avait paralysé les Antilles, les prix alimentaires restent 40% plus élevés qu'en France hexagonale, exaspérant ses habitants qui

réclament un "alignement" avec l'Hexagone.

La Nouvelle-Calédonie fait face à des violences d'une ampleur inédite depuis la quasi-guerre civile des années 1980, laissant le tissu économique ravagé. A Mayotte, des tensions persistent lors d'opérations contre l'immigration illégale, habitat insalubre et pénuries d'eau. *"L'inquiétude"* est *"grandissante quant à la place qu'occupent nos territoires dans les priorités de l'État, particulièrement dans le cadre de la politique d'austérité et face à l'inflation galopante qui exacerbe déjà une situation économique et sociale tendue"*, ont souligné, dans leur courrier commun à Michel Barnier, Davy Rimane (groupe GDR, communistes et ultramarins) et Christian Baptiste (apparenté socialiste), députés respectivement de Guyane et Guadeloupe.

Les élus espèrent que *"tout est en suspens"* depuis les élections législatives de juin, la dissolution et les attermolements qui ont suivi, a précisé Lætitia Malet, déléguée générale adjointe à l'Association des communes et collectivités d'outre-mer (ACCDOM). *"Tout est à l'arrêt"*, et les annulations de réunions se comptent *"à la pelle"*, accentuant les retards déjà pris selon elle par la valse des ministres ces précédents mois, a-t-elle dénoncé.

Cette dernière a cité l'octroi de mer et la fluctuation des versions de la réforme promise de ce droit de douane sur les produits importés. *"La grande misère de nos territoires est le manque de connaissance par les gens qui décident pour eux"*, sur fond de nombreux *"a priori"* et d'*"acculturation"* sur les spécificités ultramarines, a également déploré Lætitia Malet.

Face aux défis et aux besoins des territoires ultramarins, le gouvernement Barnier va devoir faire le choix d'un retour à un ministre de plein droit, supprimé à l'été 2022 sous le gouvernement Borne II, a assuré Elie Califer.

"Outre le caractère symbolique", un ministère de plein droit *"faciliterait indubitablement les échanges et avancées politiques entre, d'une part, le local, et d'autre part le national"*, a estimé le député. *"La situation budgétaire nationale ne doit pas conduire à délaisser encore davantage les Outre-mer, mais au contraire à chercher à tirer les conséquences des expériences précédentes"*, ont conclu les députés Davy Rimane et Christian Baptiste.



Maronaz, in koté sèryé dann listoir La Rényon édann son prézan.

Lé pa rar kan mi ékri, néna koté mwin in pti liv. Son nom : « concepts pour penser créole »-in liv Aude-Emmanuelle Hoareau la fé dopi in bon boute tan... avan èl la fèrm lo zyé an plène zénèss. Dann liv-la néna in bonpé mo é biensir néna « maronaz »si tèlman inportan pou nou La Rényon, pou noute listoir, mèm si èl lé kourte, pou toute lite ni amenn dopi komansman noute listoir é mi panss toute sak nou néna ankor pou améné.

Pou Aude-Emmanuelle lo mo « marron » i vien dirèktoman dopi lo mo la lang espagnol « cimarron » é sa i vé dir k'i sov dann bann gran-gran piton .Pou nou sa la komanss dopi komansman noute listoir kan dan l'ané 1663 dè franssé épi diss malgash la débarke dann la bé Sin-Pol.Bann franssé la rèss toussèl é bann malgash la parti maron.

Maronaz ? Ni pé panss ali konm dann noute listoir kan bann zésklav la parti maron pou koupe la shène lésklavaz, pou arête gingn lo kou dann bitassyon, é pétète ossi pou anlèv bann fam pou rofé zot vi dann bann sirk, défoi pou rotourn dann bann bitassyon pou atake azot épi pou ramenn avèk zot lo pli éssèssèr pou zot. Avèk konm risk la bal d'in Mussard osinonsa d'in n'ote shassèr bann noir maron pou mète in poin final avèk zot vi.

Maronaz ? Ni pé panss ankor apré labolission lésklavaz konm lo rofi lo kontra d'travaye épi la roshèrch in lorganizassion otonome la vi dann kan-i di par moman apré 1848 l'avé dé foi ziska sink mil maron an fuite in pé partou dann La Rényon avèk lo risk i mète azot dan l a prizon pars konm angazé zot téi respèk pa lo kontra signé avèk bann z'angaziss de gré osinonsa de fors.

Maronaz ? Sé galman la lite lé z'inn é lé z'ot konte linzistiss, lilégalité, linégalité, la frode zélékssion, l'oprèssion, la fuite dan léo- sé la lite formidab noute pèp l'améne pou défann noute lang épi noute kiltir rényonèz. Sé galman la lite pou lo dévlopman noute péi... So maronaz la la pankor fini é li va dir ankor lontan sanm pou mwin. Maronaz, Sé lo passé, sé lo prézan épi sirman ankor noute fitir.

A bon antandèr salu !.

NB. Mi oi lo maronaz konm la lite noute parti l'améné in pliské gran pèryode-D'après zot Paul Vergès té pa inn an parmi noute gran maron pandan in bon koupe de tan ?

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433